

Question orale relative à la protection de la vie privée
Sénat – Mercredi 8 février 2012

Monsieur le Président,
Madame Escoffier,
Mesdames et messieurs les Sénateurs,

La question dont nous débattons aujourd'hui est essentielle : la protection de la vie privée des citoyens dans le traitement de leurs données à caractère personnel.

La France a été précurseur en la matière il y a plus de trente ans, en adoptant la loi fondatrice du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés ». Cette loi qui est la pierre angulaire de la protection des citoyens face aux traitements de données à caractère personnel, a doté la France d'une autorité de contrôle : la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le respect de la vie privée passe d'abord par la manière dont sont collectées, exploitées et conservées les données personnelles par les entreprises, les administrations et les individus eux-mêmes. Cette loi, dont il convient de conserver les grands équilibres, est aujourd'hui encore un instrument qui permet d'apporter des réponses adaptées et pérennes aux problématiques actuelles.

Pour autant, le développement rapide des nouvelles technologies pose de nouveaux défis de taille s'agissant de la protection des données à caractère personnel et, par conséquent, de la vie privée des individus.

Internet est un vecteur sans précédent de la liberté d'expression et de communication ; il offre un accès illimité à l'information, à la connaissance et à la culture, que l'on retrouve sur la toile sous des formes toujours plus variées. Sur les sites, les blogs, les réseaux sociaux, les échanges de données à caractère personnel se démultiplient, sans pour autant que les personnes concernées en conservent la maîtrise.

Vous l'avez souligné, Madame le sénateur Anne-Marie Escoffier, face au contexte de rapide mutation technologique dans lequel nous nous trouvons, l'effectivité du droit

au respect de la vie privée suppose d'adapter les instruments juridiques propres à garantir la protection des données à caractère personnel.

Tel est d'ailleurs l'un des objectifs poursuivis par la proposition de loi, présentée par vous-même et Monsieur Yves Détraigne et inspirée de votre rapport d'information de mai 2009, visant à garantir le droit à la vie privée à l'heure du numérique. Votre assemblée a adopté ce texte le 23 mars 2010.

I. Je veux cependant rappeler que, pleinement conscient des enjeux grandissants de cette révolution numérique, le Gouvernement s'est attaché à renforcer la protection des données personnelles

1 - C'est ainsi que les droits des personnes ont été consolidés. L'ordonnance du 24 août 2011 transposant la directive 2002/58/CE modifiée concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, interdit ainsi d'installer sur l'équipement d'un utilisateur des logiciels qui observent sa navigation sur Internet sans l'en avoir informé et avoir recueilli son accord.

De même, ce texte a imposé aux fournisseurs de communications électroniques de notifier à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et, dans certaines hypothèses à l'abonné ou l'utilisateur, l'existence d'une faille de sécurité.

2- De même, les moyens d'action de la CNIL ont été renforcés. En effet, cette autorité de contrôle doit disposer des moyens propres à garantir l'efficacité de son action au service de la protection des données personnelles.

- Le budget de la CNIL a ainsi connu une augmentation de près de 50% entre 2007 et 2010, passant de 9,9 à 14,7 millions d'euros. Ses effectifs ont également été sensiblement renforcés, passant de 105 à 148 personnes.

- Les moyens d'action juridiques de la CNIL ont également été renforcés.

Le droit de visite inopinée dans les locaux des responsables de traitement a été inscrit à l'article 7 de la loi du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits, sous

réserve que la CNIL ait obtenu l'autorisation préalable du juge des libertés et de la détention.

Dans son article 8, que votre commission des lois avait d'ailleurs enrichi au cours du débat parlementaire, cette même loi du 29 mars 2011 a conféré à la Commission nationale de l'informatique et des libertés le pouvoir de faire publier les sanctions qu'elle prononce même en l'absence de mauvaise foi du responsable de traitement défaillant. Cette publicité garantit la diffusion auprès du grand public, et des organismes concernés, des comportements sanctionnés par la CNIL.

II. Si des avancées ont été menées, il est bien évident qu'il reste encore beaucoup à faire.

1. Précisément, le Gouvernement est aujourd'hui engagé, avec ses partenaires européens, dans la négociation de nouveaux instruments communautaires relatifs à la protection des données personnelles.

La Commission européenne a rendu public, le 25 janvier dernier, deux projets de textes tendant à harmoniser sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, le droit applicable à la protection des données personnelles.

Je me félicite de cette initiative car, par définition, Internet dépasse les frontières des Etats. C'est donc d'abord au niveau européen que doivent être redéfinis les principes applicables en la matière, pour une effectivité plus grande des droits de nos concitoyens.

La Commission a proposé un projet de règlement applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles, à l'exclusion des fichiers de police et de justice, qui font l'objet d'un projet de directive.

2. Alors que débute la négociation de ces deux textes, il est d'ores et déjà possible d'identifier des évolutions positives :

- il faut ainsi saluer la volonté de la Commission visant à ce que le droit européen soit mieux opposable aux opérateurs basés hors de l'Union européenne qui

traitent des données concernant des personnes résidant sur le territoire européen.

- De même, plusieurs dispositions sont de nature à assurer un renforcement des droits des personnes comme, par exemple, la consécration du principe du consentement préalable, ou la prise en compte des spécificités des données relatives aux mineurs, qui font l'objet d'une protection renforcée.

3. Ceci dit, d'autres aspects appellent à ce stade, de la part du Gouvernement français, des réserves de principe.

- La Commission a choisi de proposer un règlement (en lieu et place de la directive 95/46 du 24 octobre 1995) applicable au traitement des données personnelles. On peut s'interroger sur l'opportunité de retenir un texte d'application directe, alors que la législation française, la plus ancienne en la matière dans les pays de l'Union, est bien souvent plus protectrice que celle de nos partenaires.
- Sur le fond, plusieurs points doivent retenir notre attention, afin de ne pas amorcer de recul par rapport aux protections apportées par notre droit.

Le critère du « principal établissement » retenu par la Commission ne me semble pas acceptable. Sa mise en œuvre conduirait à ce que des citoyens français soient obligés de s'adresser, par exemple, à l'organisme de protection Irlandais pour toute contestation relative au site Internet d'une entreprise dont le principal établissement se trouverait en Irlande. Que la Cnil ne puisse pas faire prévaloir la loi française en dehors du territoire français est une chose, mais qu'on l'empêche d'intervenir lorsque la protection de la vie privée de citoyens français est en cause en est une autre. Cette évolution ne va clairement pas dans le bon sens. On peut également regretter que, au nom de l'objectif certes louable de simplification de la vie des entreprises, les fichiers ne fassent même plus, dans un grand nombre de cas, l'objet d'une simple déclaration à la CNIL avant leur mise en œuvre. Ceci revient à priver la CNIL d'une source précieuse d'informations et amenuise sa capacité à orienter au mieux ses contrôles.

On le voit bien, dès la première analyse, le projet de règlement proposé par la Commission devra faire l'objet de modifications afin de garantir la meilleure protection de nos concitoyens.

- Le deuxième texte proposé par la Commission européenne est un projet de directive relatif au traitement de données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des enquêtes pénales et de poursuite en la matière ou d'exécution de sanctions pénales.

Là encore nous devons être vigilants pour que les choix opérés ne nuisent pas à l'efficacité des outils mis en œuvre pour prévenir et réprimer les infractions pénales. Je pense en particulier à la distinction entre les différentes catégories de personnes dont les données sont enregistrées (témoins, suspects...), ainsi qu'à la distinction entre les données enregistrées selon leur fiabilité et leur caractère objectif ou non.

4. Au niveau national, d'autres évolutions doivent sans nul doute être envisagées.

Nous sommes à cet égard attentifs Mesdames, Messieurs les sénateurs aux propositions que vous avez pu formuler.

- Concernant la CNIL, il serait certainement nécessaire d'accroître encore ses pouvoirs afin qu'elle puisse réellement peser face aux responsables de traitement les plus puissants.

Ull ne faut toutefois pas surestimer l'effet dissuasif d'une augmentation du montant des sanctions pécuniaires à l'encontre des personnes ne respectant pas leurs obligations en matière de protection des données personnelles. Votre proposition de loi, Madame Escoffier, Monsieur Détraigne, le prévoit en les portant à 600 000 euros en cas de manquement réitéré, la Commission européenne le préconise également.

L'effet dissuasif d'une telle mesure doit en effet être relativisé. La sanction financière reste l'ultime mesure lorsque les mises en demeure ont échoué. Or ces dernières se révèlent souvent efficaces : 111 mises en demeure ont été adressées par la CNIL en 2010 ; contre seulement 4 sanctions financières. Je rappelle que la mise en demeure n'est suivie d'aucune sanction lorsque le responsable de traitement se met en conformité en temps utile.

- S'agissant de la création d'un droit à l'oubli numérique, que préconise notamment Mme Escoffier, le Gouvernement entend qu'il n'y ait aucune ambiguïté : ce droit à l'oubli n'est certes pas expressément consacré dans notre droit, mais la loi Informatique et Libertés a prévu des mécanismes, tels le droit d'opposition, le droit de rectification ou d'effacement des données qui concernent une personne, y compris sur Internet.

Cette loi permet également à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, dont je le rappelle les effectifs et les moyens budgétaires ont été renforcés, de sanctionner tout responsable de traitement qui méconnaîtrait les droits d'opposition, de rectification et de suppression des personnes sur leurs données personnelles.

Au-delà des pétitions de principe sur la proclamation d'un nouveau droit, il convient surtout d'en rechercher l'effectivité dans le contexte d'Internet.

Le projet de règlement rendu public par la Commission européenne confère aux internautes un droit effectif à l'oubli numérique dans l'environnement en ligne, c'est-à-dire le droit à faire effacer les données les concernant s'ils retirent leur consentement et si aucun autre motif légitime ne justifie la conservation de celles-ci. Le Gouvernement veillera à ce que ces dispositions, qui doivent être soutenues, ne se traduisent pas, paradoxalement, par un recul des droits des personnes en dehors de la sphère numérique.

- Quant à votre proposition de désigner systématiquement un correspondant à la protection des données au sein des structures, publiques ou privées, qui mettent en œuvre d'importants traitements de données personnelles, adoptée par le Sénat, elle ne recueille pas l'accord du Gouvernement.

Nous estimons que la mise en place de tels correspondants doit demeurer facultative. En effet, le succès des correspondants à la protection des données, prévu par la loi depuis 2004, repose précisément sur le caractère facultatif de leur désignation. Il est seul de nature à favoriser la diffusion de la culture de la

protection des données dans un esprit de confiance. La logique de contrainte est à l'évidence contre-productive.

5. Au-delà de l'évolution de notre droit, je crois aussi fondamental, tout comme vous Madame le sénateur, d'éduquer nos plus jeunes concitoyens à une utilisation responsable d'Internet, en les sensibilisant notamment aux dangers liés à l'exposition de soi et d'autrui sur la toile.

Je rappelle que la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication fait déjà partie du socle commun de connaissances et de compétences. Elle est sanctionnée par le Brevet informatique et Internet (B2I) et permet à chaque élève de faire un usage responsable des technologies de l'information et de la communication.

*

* *

La loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés est devenue, avec le développement spectaculaire du monde numérique, une loi fondamentale pour la protection des droits de nos concitoyens. C'est en respectant l'équilibre qu'elle a su trouver entre, d'une part, la protection de la vie privée et, d'autre part, le libre développement du traitement des données que nous ferons face aux défis que représente l'essor de l'outil numérique. C'est dans cet esprit que le Gouvernement français participera activement aux travaux en cours au niveau européen, travaux auxquels seront bien entendus associés les parlementaires.

Je vous remercie.